

sans heurt. Il y a aussi des questions politiques épineuses ailleurs (au Salvador, au Guatemala et au Honduras) qui ne sont toujours pas réglées.

La CEE et les ministres centraméricains des Affaires étrangères se sont réunis successivement à San José, à Luxembourg et à Guatemala. Dans les résolutions qu'ils ont adoptées, on trouve "à l'état embryonnaire" des mesures concrètes devant permettre d'établir un nouvel ordre dans la région. Les propositions issues de ces rencontres n'ont toutefois pas reçu toute l'attention qu'elles méritaient. Plus précisément, et il en a été question au cours des séances précédentes de la Table ronde, citons celles concernant l'établissement d'un marché commun et d'un parlement centraméricains; pour y donner suite, il faudrait recueillir de nombreux appuis diplomatiques et financiers, d'autant plus que les propositions en question font l'assentiment des États d'Amérique centrale. Les concepts de marché commun et de parlement évoquent un idéal d'unité dans la région et s'ils se réalisaient, la guerre deviendrait "impensable". Le parlement représente un engagement en faveur de la démocratie et du pluralisme; son institutionnalisation saurait "rassurer les Américains qui se méfient du Nicaragua" et de son influence dans la région. Toutes les démocraties occidentales (le Canada, celles d'Europe et d'Amérique latine) pourraient appuyer davantage pareil concepts.

Pour s'attaquer aux problèmes les plus pressants, il conviendrait tout d'abord de se montrer prêt à dépêcher des troupes ou des experts-observateurs auprès de commissions de maintien de la paix et de vérification.

Plusieurs intervenants ont attiré l'attention de l'auditoire sur les problèmes particuliers du Honduras et ont exhorté les pays tiers à lui donner l'assurance qu'il ne sera pas oublié quand viendra le temps de conclure une entente. Il faut lui garantir que l'aide économique dont il bénéficie sera maintenue. Les Honduriens, que l'on surnomme "les gendarmes des Américains", font en fait les "frais de décisions prises aux États-Unis et de débats y étant menés".

### **Responsabilités des organismes internationaux, des tierces parties et des pays d'Amérique centrale**

Un représentant latino-américain a fait remarquer que l'ONU et l'OEA avaient fourni une aide considérable au groupe de Contadora: dans leurs résolutions, elles n'ont cessé de faire valoir que ce groupe offrait la possibilité d'un règlement pacifique en Amérique centrale. "Mais les résolutions ne suffisent pas: elles doivent être suivies de gestes concrets." La tournée qu'effectuaient récemment les deux Secrétaires généraux et les services qu'ils ont offerts montrent qu'ils sont prêts à agir ensemble. "Les pays d'Amérique centrale, a-t-il ajouté, doivent faire preuve de la